

**CONTRE LA PRIVATISATION**

**D'AÉROPORTS DE PARIS !**

**GAGNONS LE RÉFÉRENDUM !**

c  
o  
m  
m  
u  
n  
i  
q  
u  
é

**L'**Union fédérale des syndicats de l'État CGT est pleinement engagée dans la bataille contre la loi Pacte qui organise notamment le relèvement de certains seuils sociaux déclencheurs de droits pour le monde du travail, la banalisation du statut d'établissement public spécial de la Caisse des dépôts et consignations et de sa gouvernance par le parlement pour la soumettre au régime des banques commerciales, la privatisation de la Française des jeux et d'Aéroports De Paris...

À l'évidence, la loi Pacte constitue un des bras armés d'Emmanuel Macron au service de la transformation ultralibérale de la société française qu'il entend imposer.

Les services publics, à l'image de la loi Pacte et des lois lancés par Agnès Buzyn, Michel Blanquer et Olivier Dussopt dans l'objectif de détruire la fonction publique, le système de santé et l'école, font l'objet d'attaques sans précédent.

Avec l'ensemble des organisations professionnelles et territoriales de la CGT, l'Union Fédérale des Syndicats de l'État CGT s'inscrit dans une démarche de défense, de reconquête et de développement des services publics pour toutes et tous et partout.

Elle se félicite de la décision du Conseil Constitutionnel validant l'organisation d'un référendum d'initiative partagée sur le service public national d'Aéroports de Paris.

Grâce à l'intervention de parlementaires, d'élus locaux, des organisations syndicales et des salariés, le Gouvernement est contraint de suspendre un projet de privatisation d'un service public.

**C'est une première victoire qui ne demeurera pas sans lendemain.**

La lutte engagée contre la privatisation d'Aéroports De Paris est aussi la nôtre.

Avec toutes les organisations de la CGT, l'UFSE-CGT s'engagera résolument pour l'obtention des 4,7 millions de signatures nécessaires à la tenue du référendum.

**L'UFSE-CGT appelle les personnels, actifs et retraités, fonctionnaires et agents non-titulaires, à poursuivre la mobilisation et s'inscrire massivement dans toutes les mobilisations engagées pour des services publics et une fonction publique au service du progrès social.**

**LA CASSE DU SERVICE PUBLIC,  
ON N'EN VEUT PAS !**



Montreuil, le 3 juin 2019